# Mesnil-Amelot (77) : trois migrants s’échappent du centre de rétention administrative au cours d’une mutinerie

29/07/2021 à 11h32



> *Cette nuit, début de mutinerie d'une centaine de sans-papiers au Centre de Rétention Adm. du Mesnil-Amelot près de Roissy. Projectiles lancés sur les FO. Feux allumés et regroupements sur le toit. Des blessés par chute.*
> *Les FO ont lancé des désencerclements et des lacrymogènes.*
> *pic.twitter.com/tJ5wgsbY3y*
>
> *— HORS-ZONE PRESS (@HZ_Press) July 29, 2021*

**Une mutinerie a éclaté au centre de rétention administrative (CRA) du Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne) au cours de laquelle trois étrangers retenus se sont échappés dans la nuit de mercredi à jeudi, a appris l’AFP de source policière et auprès de la Cimade.**

Plusieurs étrangers enfermés ont tenté de s’évader entre 23h00 et 1h00. Ils sont montés sur les toits du CRA et ont jeté des projectiles sur les forces de l’ordre, ont indiqué des sources

concordantes.

Deux personnes ont été blessées «légèrement» à la tête, l'une en tombant d'un toit et l'autre avec une branche, indique une source policière. Des renforts de CRS et de la BAC de Seine-Saint-Denis ont fait usage de grenade lacrymogène. Le calme a été rétabli peu après 1h00, a détaillé une source policière du département. «*Depuis plusieurs jours, des personnes retenues tentent de s'enfuir. La situation est tendue*», a déclaré à l'AFP Mathilde Godoy, responsable Ile-de-France de la Cimade, association de soutien aux migrants et réfugiés, disposant d'une antenne sur place.

**Le 20 janvier, dans ce CRA de Seine-et-Marne, des étrangers avaient déclenché un incendie pour protester contre une décision de justice les maintenant en rétention car ils avaient refusé un test PCR, nécessaire à leur expulsion du territoire français. Depuis plusieurs mois, des migrants refusent le dépistage du coronavirus afin d'échapper à l'expulsion.** En février, la sénatrice EELV Esther Benbassa avait réalisé une visite surprise dans ce CRA et avait dénoncé les conditions de rétention des étrangers, appelant à la suppression de ces centres.

Le Figaro